

Convention collective du travail du 27 juin 2003

Modification et coordination des statuts du "Fonds Social des entreprises pour la récupération du papier".

Article 1

La présente convention collective de travail **s'applique** aux employeurs, et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la compétence de la Sous-commission paritaire pour la récupération du papier.

Par ouvriers on entend les ouvriers et ouvrières.

Article 2

Les statuts du "Fonds Social des entreprises pour la récupération du papier", fixés par la convention collective de travail du 30 juin 1987, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour la récupération du papier, instituant un fonds de sécurité d'existence et en fixant les statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 25 août 1987 (Moniteur belge du 04.09.1987).

Article 3.

Les statuts du Fonds Social des entreprises pour la récupération du papier sont coordonnés et fixés comme suit.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} juillet 2003 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée moyennant un préavis de six mois, adressée par lettre recommandée à la poste au président de la Sous-commission pour la récupération du papier, prenant cours le premier jour du trimestre civil qui suit la dénonciation.

Article 4

La convention collective de travail du 25 juin 2001, enregistrée sous le numéro 58.604/Co/142.03 est abrogée.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

02 -07- 2003

28-11-2003

NR.
N°

68668 / 60/14203

STATUTS

CHAPITRE I.

Dénomination, siège, objet, durée

Article 1

Il est institué à partir du 1er janvier 1987 un Fonds de Sécurité **d'Existence**, dénommé "FONDS SOCIAL DES ENTREPRISES POUR LA RECUPERATION DU PAPIER", appelé ci-après le Fonds.

Article 2.

Le siège social du Fonds est établi à 1000 Bruxelles, Rue de Comédiens 16-22bte 7. Il peut être transféré par décision de la Sous-commission paritaire pour la récupération du papier (142.03) à tout autre endroit en Belgique.

Article 3.

Le Fonds a pour objet d'organiser et d'assurer :

- 1) La perception et le recouvrement des cotisations à charge des employeurs visés à l'article 5 a) ;
- 2) l'octroi et le paiement d'avantages sociaux complémentaires ;
- 3) le remboursement relatif à la formation syndicale des ouvriers ;
- 4) le paiement de l'**indemnité** complémentaire de la prépension conventionnelle ;
- 5) le paiement d'une intervention dans les frais d'informations ;
- 6) le paiement d'**une** allocation aux employeurs visés à l'**article 5,a)** dans le cadre de la promotion de l'emploi et de la formation des groupes à risque.

Article 4

Le Fonds est institué pour une durée indéterminée.

CHAPITRE II

Champ d'application

Article 5.

Les présents statuts s'appliquent aux :

- a) employeurs des entreprises de classage de vieux papiers et déchets de papier destinés à l'industrie papetière ressortissant à la Sous-commission paritaire pour la récupération du papier.
- b) ouvriers occupés dans les entreprises visées sous a).

Par ouvriers, on entend les ouvriers et les ouvrières, à moins qu'il n'en soit disposé autrement.

CHAPITRE III

Bénéficiaires et modalités d'octroi et de paiement

A. Allocation complémentaire de chômage temporaire

Article 6.

Les ouvriers visés à l'article 5,b) ont droit, à charge du Fonds, à partir du 1er janvier 1988 pour chaque jour de chômage prévu aux articles 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (suspension pour intempéries - suspension pour des raisons économiques), à l'allocation fixée à l'article 7 des présents statuts et ce pour un maximum de trente jours par année civile, dans la mesure où ils remplissent les conditions suivantes :

- bénéficier des allocations de chômage en application de la réglementation sur l'assurance chômage ;
- être au service d'un employeur visé à l'article 5,a) au moment du chômage.

Article 7.

Le montant de l'allocation complémentaire de chômage est fixé à 5 EUR à partir du 1er juillet 2003 par journée de chômage.

B. Allocation complémentaire de maladie.

Article 8

Les ouvriers visés à l'article 5,b) ont droit, à charge du Fonds, après soixante jours au moins d'incapacité ininterrompue de travail pour cause de maladie ou d'accident, à l'exclusion de l'incapacité de travail pour cause professionnelle ou d'accidents du travail, à une allocation complémentaire aux indemnités de l'assurance maladie-invalidité dans la mesure où ils remplissent les conditions suivantes :

- bénéficier des indemnités d'incapacité primaire de l'assurance maladie-invalidité en application de la législation en la matière ;
- au moment où se déclare l'incapacité, être au service d'un employeur visé à l'article 5,a).

Article 9

a) Le montant forfaitaire de l'allocation visée à l'article 8 est fixé à partir du 1^{er} juillet 2003 comme suit pour l'ouvrier engagé à temps plein :

- 55 EUR après les soixante premiers jours d'incapacité ininterrompue ;
- 80 EUR en plus après les cent vingt premiers jours d'incapacité ininterrompue ;
- 95 EUR en plus après les cent quatre-vingt premiers jours d'incapacité ininterrompue ;
- 110 EUR en plus après les deux-cent-quarante premiers jours d'incapacité ininterrompue ;

L'application des dispositions qui précèdent ne peut donner lieu au maximum qu'à l'octroi d'une allocation globale de 340 EUR et ce pendant une année civile.

b) Quelle que soit la durée, une incapacité de travail ne peut donner lieu à l'octroi que d'une seule série d'allocations ; la rechute d'une même maladie est considérée comme faisant partie intégrante de l'incapacité précédente si elle survient dans les douze premiers jours civils suivant la fin de cette période d'incapacité.

C. Allocation sociale supplémentaire

Article 10.

Les ouvriers visés à l'article 5,b) qui sont membres d'une des organisations de travailleurs représentatives interprofessionnelles qui sont fédérées sur le plan national ont droit à une prime syndicale, à charge du Fonds, pour autant qu'ils soient inscrits dans le registre du personnel des employeurs visés au même article 5,a) en fonction de leur emploi, dans l'année d'exercice auquel le paiement se rapporte.

Les ouvriers ont droit à une prime syndicale au prorata, par mois d'emploi ou d'une partie de celle-ci.

Le conseil d'administration du Fonds fixe le montant de cette proportion.

L'**obligation** d'affiliation à une des organisations de travailleurs représentatives interprofessionnelles qui sont fédérées sur le plan national, est également soumise à la **même** proportion.

Article 11.

Le montant de la prime syndicale visée à l'article 10 sera fixé par le Conseil d'administration du Fonds.

Article 12.

Une cotisation est fixée à 0,30 p.c. des salaires bruts à 108 p.c. non plafonnés, qui sont déclarés pour les ouvriers à l'Office nationale de sécurité sociale.

La perception et le recouvrement des cotisations sont assurés par l'Office national de sécurité sociale. Les montants ainsi obtenus, sont destinés à l'information sociale assurée par les organisations d'employeurs et les organisations de travailleurs.

Le Conseil d'administration fixe les modalités d'octroi.

D. Formation syndicale

Article 13.

Le Fonds rembourse aux employeurs qui ont fait l'avance et à leur demande, les salaires, y compris les charges payées aux ouvriers qui se sont absentés en application de la convention collective de travail n°6 du 30 juin 1971, conclue au sein du Conseil national du travail, concernant les facilités à consentir aux membres représentant les travailleurs aux comités de sécurité, **d'hygiène** et d'embellissement des lieux de travail.

E. Indemnité complémentaire de la prépension conventionnelle

Article 14.

Selon les dispositions de l'article 4 de la convention collective de travail n°17 du 19 décembre 1974, conclue au sein du Conseil National du Travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, rendu obligatoire par l'**arrêté** royal du 16 janvier 1975, et pour autant que l'ouvrier ait une ancienneté de cinq ans dans le secteur relevant de la Sous-commission paritaire pour la récupération du papier, le Fonds assure le paiement intégral de l'**indemnité** complémentaire à l'ouvrier.

Le Fonds prend cet avantage à sa charge et paie à partir du premier mois suivant celui au cours duquel l'ouvrier atteint soixante ans.

Le paiement de la cotisation capitative à l'**Office** national de l'emploi, comme prévu dans la loi du 29.12.1990 portant des dispositions sociales et à l'Office national des Pensions, comme prévu par la loi-programme du 22.01.1989, est également assuré par le Fonds.

Article 15.

Selon les dispositions de la convention collective de travail n°55 du 13 juillet 1993, conclue au sein du Conseil National du Travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire en faveur de certains travailleurs âgés en cas de réduction de moitié des prestations, le Fonds assure le paiement intégral de l'indemnité complémentaire à l'ouvrier. Le Fonds prend cet avantage à sa charge et paie à partir du premier mois suivant celui au cours duquel l'ouvrier atteint soixante ans.

F. Dispositions communes.

Article 16.

L'allocation visée à l'article 13 (formation syndicale) est payée directement par les employeurs à leurs ouvriers, par mois et à la première paie suivant le mois au cours duquel les ouvriers ont droit à ces allocations.

Les employeurs peuvent en obtenir le remboursement auprès du Fonds suivant les modalités fixées par le conseil d'administration.

Les indemnités fixées par les articles 6, 8, 14 et 15 sont payées directement par le Fonds conformément aux modalités fixées par le conseil d'administration.

Les allocations visées aux articles 10 et 11 sont payées par les organisations de travailleurs représentatives interprofessionnelles qui sont fédérées sur le plan national, suivant les modalités prévues par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration fixe le montant de ces allocations qui sont attribuées aux travailleurs occupés à temps partiel.

Article 17

Le conseil d'administration détermine la date et les modalités de paiement des allocations accordées par le Fonds. En aucun cas, le paiement des allocations ne peut dépendre des versements des cotisations dues par l'employeur assujéti au Fonds.

Article 18.

Les conditions pour l'octroi des allocations accordées par le Fonds de même que le montant de celles-ci peuvent être modifiées sur proposition du conseil d'administration, par convention collective de travail, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour la récupération du papier, rendue obligatoire par arrêté royal.

Article 19.

Pour être valables les demandes de remboursements des allocations doivent parvenir au secrétariat du Fonds, au plus tard au cours du troisième mois qui suit le trimestre au cours duquel les diverses allocations ont été payées.

CHAPITRE IV

Gestion

Article 20.

Le Fonds est géré par un conseil d'administration composé paritairement de représentants des organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs.

Ce Conseil est composé de huit membres, soit quatre représentants des employeurs et quatre représentants des travailleurs.

Sur proposition des organisations représentées à la Sous-commission paritaire pour la récupération du papier, celle-ci nomme les membres du conseil d'administration.

Article 21

Chaque année, le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président et deux vice-présidents qui constituent avec le secrétaire du Fonds le comité de gestion restreint.

La présidence est assurée par la délégation des employeurs.

Les deux vice-présidents appartiennent au groupe des travailleurs.

Article 22.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président avec un préavis de quinze jours. Le président est tenu de convoquer le Conseil au moins une fois chaque semestre et chaque fois que l'exigent deux membres au moins du Conseil.

La convocation mentionne l'ordre du jour.

Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire désigné par le conseil d'administration et signés par le président de la séance.

Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou deux administrateurs.

Lorsqu'il y a lieu de procéder à un vote, un nombre égal de membres de chaque délégation doit prendre part au vote. Si le nombre est inégal, le ou les membres les moins âgés s'abstiennent.

Le Conseil ne peut décider valablement que sur les questions figurant à l'ordre du jour et en présence d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation des travailleurs et d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation des employeurs.

Les décisions sont prises à la majorité des votants.

Article 23.

Le conseil d'administration a pour mission de gérer le Fonds et de prendre toutes les mesures nécessaires pour son bon fonctionnement. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et la direction de Fonds.

Le conseil d'administration agit en justice au nom du Fonds, à la poursuite et à la diligence du président ou d'un administrateur délégué à cette fin.

Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers.

Pour tous les actes autres que ceux pour lesquels le Conseil a donné des délégations spéciales, les signatures conjointes de quatre administrateurs (deux du côté des travailleurs et deux du côté des employeurs) sont exigées.

La responsabilité des administrateurs se limite à l'exécution de leur mandat et ils ne contractent aucune obligation personnelle relative à leur gestion vis-à-vis des engagements du Fonds.

CHAPITRE V

Financement

Article 24

Pour assurer le financement des avantages prévus à l'article 15, le Fonds dispose des cotisations dues par les employeurs visés à l'article 5,a).

Article 25.

Le montant de la cotisation est déterminé par la Sous-commission paritaire pour la récupération du papier et s'élève à 0,50 p.c. des salaires bruts **non-plafonnés**.

Une cotisation exceptionnelle peut être fixée par le conseil d'administration qui en détermine les modalités de perception et de répartition. Cette cotisation exceptionnelle doit faire l'objet d'une convention collective de travail séparée, rendue obligatoire par arrêté royal.

Article 26

La perception et le recouvrement des cotisations sont assurés par l'Office National de Sécurité Sociale, en application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

CHAPITRE VI

Budget, comptes

Article 27.

L'exercice prend cours le 1er janvier et se clôture au 31 décembre.

Article 28

Chaque année, au plus tard pendant le mois de décembre, un budget pour l'année suivante est soumis à l'approbation de la Sous-commission paritaire pour la récupération du papier.

Article 29

Les comptes de l'année révolue sont clôturés le 31 décembre.

Le conseil d'administration, ainsi que le réviseur ou expert **comptable**, désignés par la Sous-commission paritaire pour la récupération du papier, font annuellement chacun un rapport écrit concernant l'accomplissement de leur mission pendant l'année révolue. Le bilan, conjointement avec les rapports annuels écrits, visés ci-dessus, doivent être soumis pour approbation à la Sous-commission paritaire pour la récupération du papier, au plus tard pendant le mois de juin.

CHAPITRE VII

Dissolution, liquidation

Article 30

Le Fonds ne peut être dissous que par décision unanime de la Sous-commission paritaire pour la récupération du papier.

Celle-ci devra nommer en même temps les liquidateurs, déterminer leurs pouvoirs et leur rémunération et définir la destination de l'actif du Fonds.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 2003

Wijziging en coördinatie van de statuten van het "Sociaal Fonds voor de ondernemingen voor de recuperatie van papier".

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van papier.

Onder werklieden wordt verstaan de werklieden en werksters

Artikel 2.

De statuten van het "Sociaal Fonds voor de ondernemingen voor de recuperatie van papier", vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 1987, gesloten in het Paritair Subcomité voor de terugwinning van papier, tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en tot vaststelling van de statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 25 augustus 1987 (Belgisch Staatsblad 04.09.1987).

De statuten van het Sociaal Fonds voor de ondernemingen voor de recuperatie van papier worden gecoördineerd en hierna vastgelegd als volgt.

Artikel 3.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juli 2003 en wordt gesloten voor een onbepaalde tijd. Zij kan worden opgezegd mits een opzegging van zes maand, bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van papier, ingaande op de eerste dag van het burgerlijk kwartaal dat volgt op de opzegging.

Artikel 4.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2001, geregistreerd onder nummer 58.604/co/142.03 wordt opgeheven.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.
02 -07- 2003	28 -11- 2003
	NR. N° 68668 160114203

STATUTEN

HOOFDSTUK I.

Benaming, zetel, doel, duur

Artikel 1.

Met ingang van 1 januari 1987 wordt een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genoemd "Sociaal Fonds voor de ondernemingen voor recuperatie van papier", verder het Fonds genoemd.

Artikel 2.

De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd te 1000 Brussel, Komediantenstraat, 16-22 bus 7. Hij kan bij beslissing van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van papier (142.03), naar elke andere plaats in België worden overgebracht.

Artikel 3.

Het Fonds heeft tot doel :

1. de inning en de invordering van de bijdragen ten laste van de in artikel 5 a) bedoelde werkgevers ;
2. de toekenning en de uitkering van de aanvullende sociale voordelen ;
3. de terugbetaling van de syndikale vorming van de werklieden ;
4. de uitkering van de aanvullende vergoeding aan de conventioneel bruggepensioneerden ;
5. de betaling van een tussenkomst in de informatiekosten ;
6. de uitbetaling van een toeslag aan de werkgevers bedoeld in artikel 5 in het kader van de bevordering van de tewerkstelling en de vorming van risicogroepen.

Artikel 4.

Het Fonds wordt voor onbepaalde duur opgericht.

HOOFDSTUK II

Toepassingsgebied

Artikel 5.

Deze statuten zijn van toepassing op :

- a) de werkgevers van de ondernemingen voor het sorteren van oud papier en papierafval bestemd voor de papiernijverheid, die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de terugwinning van papier.
- b) de werklieden die zij tewerkstellen in de onder a) bedoelde ondernemingen. Onder werklieden wordt verstaan de werklieden en werksters, tenzij anders bepaald.

HOOFDSTUK III

Rechthebbenden en modaliteiten van toekenning en van uitkering

A. Aanvullende werkloosheidsuitkering bij tijdelijke werkloosheid.

Artikel 6.

De bij artikel 5,b) bedoelde werklieden hebben voor elk werkloosheidsdag voorzien in de artikelen 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende arbeidsovereenkomsten (schorsing wegens slecht weer - schorsing omwille van economische redenen) recht ten laste van het Fonds, op de bij artikel 7 van deze statuten vastgestelde uitkering, en dit ten belope van maximum dertig dagen per kalenderjaar, voor zover ze volgende voorwaarden vervullen :

- de werkloosheidsuitkeringen bij toepassing van de reglementering op de werkloosheidsverzekering genieten;
- op het ogenblik van de werkloosheid in dienst zijn van een werkgever bedoeld in artikel 5,a).

Artikel 7.

Het bedrag van de aanvullende werkloosheidsuitkering wordt vanaf 1 juli 2003 vastgesteld op 5 EUR per dag werkloosheid.

B. Aanvullende uitkering wegens ziekte.

Artikel 8.

De bij artikel 5,b) bedoelde werklieden hebben na ten minste zestig dagen ononderbroken arbeidsongeschiktheid ten gevolge van ziekte of ongeval, met uitsluiting van de arbeidsongeschiktheid ten gevolge van beroepsziekte of arbeidsongeval, recht ten laste van het Fonds, op een uitkering tot aanvulling van de uitkeringen van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, voor zover zij volgende voorwaarden vervullen :

- de primaire ongeschiktheidsuitkeringen van de ziekte- en invaliditeitsverzekering genieten bij toepassing van de wetgeving terzake;
- op het ogenblik waarop de ongeschiktheid zich voordoet, in dienst van een in artikel 5,a) bedoelde werkgever zijn.

Artikel 9.

a) Het forfaitair bedrag van de bij artikel 8 bedoelde uitkering wordt vanaf 1 juli 2003 als volgt vastgesteld voor de voltijds tewerkgestelde werknemer :

- 55 EUR na de eerste zestig dagen ononderbroken ongeschiktheid;
- 80 EUR meer na de eerste honderdtwintig dagen ononderbroken ongeschiktheid;
- 95 EUR meer na de eerste honderdtachtig dagen ononderbroken ongeschiktheid;
- 110 EUR meer na de eerste tweehonderdveertig dagen ononderbroken ongeschiktheid.

De toepassing van de voorgaande bepalingen kan slechts aanleiding geven tot de toekenning van een globale uitkering van 340 EUR en dit gedurende een kalenderjaar.

- b) Welke ook de duur ervan weze, een arbeidsongeschiktheid kan slechts aanleiding geven tot de toekenning van één enkele reeks uitkeringen. Het hervallen in dezelfde ziekte wordt beschouwd als integraal deel uitmakend van de vorige ongeschiktheid, indien zij zich voordoet binnen de eerste twaalf kalenderdagen volgend op het einde van deze periode van ongeschiktheid.

C. Aanvullende sociale uitkering

Artikel 10.

De bij artikel 5,b) bedoelde werklieden, die lid zijn van één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties welke op nationaal niveau verbonden zijn, hebben recht op een syndikale premie ten laste van het Fonds, voor zover zij ingeschreven zijn in het personeelsregister van de bij hetzelfde artikel bedoelde werkgevers in functie van hun tewerkstelling in het dienstjaar waarop de betaling betrekking heeft.

De werklieden hebben recht op de syndicale premie prorata, per maand tewerkstelling of een gedeelte ervan.

De raad van beheer van het Fonds bepaalt het bedrag van die verhouding.

De verplichting van het lidmaatschap van één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties welke op nationaal niveau verbonden zijn, is eveneens aan dezelfde verhouding onderworpen.

Artikel 11.

Het bedrag van de bij artikel 10 bedoelde syndikale premie wordt vastgesteld door de raad van beheer van het Fonds.

Artikel 12.

Een bijdrage wordt bepaald op 0,30 pct. van de onbegrensde brutolonen aan 108 pct. die voor de werklieden aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid worden aangegeven.

De inning en invordering van de bijdragen wordt door de Rijksdienst voor sociale zekerheid verzekerd. De aldus bekomen bedragen zijn bestemd voor de sociale informatie verzekerd door de werkgeverorganisatie en de werknemersorganisaties.

De raad van beheer bepaalt de modaliteiten van toekenning.

D. Svndikale vorming

Artikel 13.

Het Fonds betaalt aan de werkgevers die het voorschot hebben verleend en op hun verzoek de lonen terug (verhoogd met de lasten), uitgekeerd aan de werklieden die afwezig waren, in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr.6 van 30 juni 1971, gesloten in de Nationale Arbeidsraad betreffende de faciliteiten welke moeten verleend worden aan de leden die de werknemers vertegenwoordigen in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen.

E. Aanvullende vergoeding van het conventioneel brugpensioen.

Artikel 14.

Volgens de bepalingen van artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 januari 1975, en voor zover dat de werkmán een ancienniteit heeft van vijf jaar in de sector ressorterend onder het Paritair Subcomité voor de terugwinning van papier, verzekert het Fonds de intégrale betaling aan de werkmán van de aanvullende vergoeding.

Het Fonds neemt dit voordeel ten laste en betaalt vanaf de eerste van de maand volgend op deze waarin de werkmán zestig jaar wordt.

De betaling van de hoofdelijke bijdrage aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening zoals voorzien in de wet van 29.12.1990 houdende sociale bepalingen en de bijdrage aan de Rijksdienst voor Pensioenen zoals voorzien in de programma wet van 22.01.1989, wordt eveneens verzekerd door het Sociaal Fonds.

Artikel 15.

Volgens de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr 55 van 13 juli 1993, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers in geval van halvering van de arbeidsprestaties, verzekert het Fonds de intégrale betaling aan de werkmán van de aanvullende vergoeding. Het Fonds neemt dit voordeel ten laste en betaalt vanaf de eerste van de maand volgend op deze waarin de werkmán zestig jaar wordt.

E. Gemeenschappelijke bepalingen.

Artikel 16.

De in artikelen 13 (syndicale vorming) bedoelde uitkering wordt rechtstreeks door de werkgevers aan hun werklíeden betaald per maand en bij de eerste loonsuitbetaling volgend op de maand in de loop waarvan de werklíeden op deze uitkeringen recht hebben. De werkgevers kunnen de terugbetaling ervan bekomen bij het Fonds overeenkomstig de door de raad van beheer bepaalde modaliteiten.

De uitkeringen vastgesteld bij de artikelen 6, 8, 14 en 15 worden rechtstreeks door het Fonds betaald overeenkomstig de modaliteiten bepaald door de raad van beheer.

De in de artikelen 10 en 11 bedoelde uitkeringen worden betaald door de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties welke op nationaal niveau verbonden zijn volgens de door de raad van beheer bepaalde modaliteiten.

De raad van beheer bepaalt het bedrag van deze bijdragen toegekend aan werknemers met deeltijdse arbeid.

Artikel 17.

De raad van beheer bepaalt de datum en de modaliteiten van betaling van de door het Fonds toegekende uitkeringen. In geen geval mag de betaling van de uitkeringen afhankelijk zijn van de storting van de bijdragen welke door de aan het Fonds onderworpen werkgever verschuldigd zijn.

Artikel 18.

De voorwaarden van toekenning van de uitkeringen welke door het Fonds worden verleend, evenals het bedrag daarvan, kunnen gewijzigd worden op voorstel van de raad van beheer bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Subcomité voor de terugwinning van papier, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Artikel 19.

De aanvragen voor terugbetaling van de uitkeringen, moeten om geldig te zijn, op het secretariaat van het Fonds toekomen ten laatste op het einde van de derde maand volgend op het kwartaal waarin de uitkeringen verschuldigd waren.

HOOFDSTUK IV

Beheer

Artikel 20.

Het Fonds wordt beheerd door een raad van beheer, paritair samengesteld uit vertegenwoordigers van de meest vertegenwoordigende werkgevers- en werknemersorganisaties

Deze raad bestaat uit acht leden, hetzij vier vertegenwoordigers van de werkgevers en vier vertegenwoordigers van de werknemers.

Op voorstel van de organisaties vertegenwoordigd in het Paritair Subcomité voor de terugwinning van papier, benoemt dit laatste de leden van de raad van beheer.

Artikel 21.

Elk jaar duidt de raad van beheer onder zijn leden een voorzitteren twee ondervoorzittersaan welke samen met de secretaris van het Fonds het beperkt beheerscomité uitmaken.

Het voorzittersschap wordt verzekerd door de werkgeversorganisatie.

De beide ondervoorzitters behoren tot de werknemersorganisaties.

Artikel 22.

De raad van beheer wordt door zijn voorzitter vijftien dagen vooraf bijeengeroepen. De voorzitter is ertoe gehouden de raad ten minste éénmaal per semester bijeen te roepen en telkens wanneer ten minste twee leden van de raad erom verzoeken.

De uitnodiging vermeldt de agenda.

De processen-verbaal worden de door de raad van beheer aangeduide secretaris opgesteld en door de voorzitter van de vergadering ondertekend.

De uittreksels uit deze processen-verbaal worden door de voorzitter of twee beheerders ondertekend.

4

Wanneer tot stemming moet overgegaan worden, dient een gelijk aantal leden van elke afvaardiging aan de stemming deel te nemen. Is het aantal ongelijk, dan onthoudt (onthouden) zich het jongste lid (de jongste leden).

De raad kan slechts geldig beslissen over de op de agenda gestelde kwesties en in aanwezigheid van ten minste de helft van de leden die tot de werknemersafvaardiging en ten minste de helft van de leden die tot de werkgeversafvaardiging behoren.

De beslissingen worden met de meerderheid van stemgerechtigden genomen.

Artikel 23.

De raad van beheer heeft tot taak het Fonds te beheren en alle maatregelen te treffen die voor zijn goede werking zijn vereist. Hij beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden inzake het beheer en de leiding van het Fonds.

De raad van beheer treedt in rechte op in naam van het Fonds, op vervolging en ten verzoeken van de voorzitter of van een tot dat doel afgevaardigd-beheerder

De raad van beheer kan bijzondere bevoegdheden overdragen aan één of meervan zijn leden of zelfs aan derden.

Voor al de andere handelingen dan deze waarvoor de raad bijzondere volmachten heeft verleend, zijn de gezamenlijke handtekeningen van vier beheerders (twee van werknemerszijde en twee van werkgeverszijde) vereist.

De verantwoordelijkheid van de beheerders beperkt zich tot de uitvoering van hun mandaat en zij gaan geen enkele persoonlijke verbintenis aan betreffende hun beheer ten opzichte van de verplichtingen van het Fonds.

HOOFDSTUK V

Financiering

Artikel 24.

Om de financiering van de in artikel 15 bedoelde voordelen te verzekeren beschikt het Fonds over de bijdragen welke door de bij artikel 5,a) bedoelde werkgevers verschuldigd zijn.

Artikel 25.

Het bedrag van de bijdrage wordt vastgesteld door het Paritair Subcomité voor de terugwinning van papier en bedraagt 0,50 pct. van de onbegrensde brutolonen.

Een buitengewone bijdrage kan door de raad van beheer worden vastgesteld, met bepaling van de innings- en verdelingsmodaliteiten. Deze buitengewone bijdrage moet het voorwerp uitmaken van een afzonderlijk collectieve arbeidsovereenkomst, bekrachtigd bij koninklijk besluit.

Artikel 26.

De inning en de invordering van de bijdragen worden door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid verzekerd, in toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid.

HOOFDSTUK VI

Begroting. rekeningen

Artikel 27.

Het dienstjaar vangt aan op 1 januari en sluitop 31 december.

Artikel 28.

Elk jaar, uiterlijk gedurende de maand december, wordt een begroting voor het volgend jaar ter goedkeuring voorgelegd aan het Paritair Subcomité voor de terugwinning van papier.

Artikel 29.

De rekeningen over het afgelopen jaar worden op 31 december afgesloten.

De raad van beheer, evenals de door het Paritair Subcomité voor de terugwinning van papier aangeduide revisor of accountant, maken jaarlijks elk een schriftelijk verslag op betreffende de uitvoering van hun opdracht gedurende het afgelopen jaar. De balans, samen met de hierboven bedoelde schriftelijke jaarverslagen, moeten uiterlijk gedurende de maand juni ter goedkeuring worden voorgelegd aan het Paritair Subcomité voor de terugwinning van papier.

HOOFDSTUK : VII

Ontbinding. vereffening

Artikel 30.

Het Fonds kan slechts bij éénparige beslissing van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van papier worden ontbonden.

Dit laatste dient tegelijkertijd de vereffenaars te benoemen, hun bevoegdheden en hun bezoldiging vast te stellen en de bestemming van de activa van het Fonds te bepalen.